



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2872>

Véronique Ponvert : situation générale.

- FSU - CDFN - CDFN 2018-2019 - CDFN Juin 2019 -



L'École Émancipée

Au terme de cette année scolaire, ce qui domine, c'est la contestation du pouvoir en place : Radio France en grève ce matin, les Urgences en grève depuis plusieurs mois, les salariés du privé (Whirlpool, General Electric, Ascoval) qui luttent contre les plans sociaux, les cheminots contre la réforme de la SNCF, et évidemment les enseignants, en grève hier et aujourd'hui encore, après des mois de mobilisation contre la loi Blanquer et les réformes du bac et du lycée. C'est donc une année marquée par les mobilisations, et quelques victoires (je pense notamment aux services des Urgences, à la loi Blanquer) : mais c'est aussi une année marquée par le mouvement des GJ depuis six mois, et par une crise sociale profonde et durable à laquelle le gouvernement n'apporte pas de réponse.

En fait si, il apporte des réponses, deux réponses précisément : la première, il cogne ! Il fait taire la contestation à coups de matraque, de répression et de privation des libertés. Des milliers d'interpellations, des centaines de blessés, des dizaines de mutilés, voilà le bilan d'une année de mouvement social : interdiction de manifester, loi anti-casseurs, répression judiciaire et violences policières. Ce pouvoir n'a plus que la force brutale et la violence pour gouverner. La deuxième réponse qu'il apporte à la crise sociale et qui s'emboîte avec la première, c'est la ligne politique ultra libérale qu'il ne varie pas, non, qu'il durcit plutôt : quand Macron répète à l'envi qu'il va « intensifier les réformes », il faut comprendre qu'il va contenter davantage encore son électorat de droite : politique anti-migrants (avec une accélération des reconduites à la frontière, déjà une expulsion vers l'Érythrée dénoncée par la Cimade), politique anti-chômeurs (avec une réforme qui restreint encore leurs droits), loi de destruction de la FP (et donc moins de SP, moins d'égalité pour les populations les plus fragiles), et enfin réforme des retraites d'ici peu.

La répression d'un côté pour faire taire la contestation, et faire passer, de l'autre côté, les réformes anti-sociales. Nous avons à faire face à un pouvoir extrêmement autoritaire, c'est un fait. Un pouvoir qui s'impose par la force et non par la légitimité : sa politique est toujours majoritairement contestée, le résultat des élections européennes, avec un taux important d'abstentions et un RN en tête, n'a pas validé son orientation, la mobilisation sociale est toujours d'actualité.

Alors, la suite : les mauvais coups, on l'a compris, ne vont pas cesser de pleuvoir. Il faut qu'on arrive désormais à généraliser la contestation et à rassembler pour faire face aux prochaines attaques. Nous ne partons pas de rien, comme on l'a dit, la dynamique sociale est enclenchée depuis des mois, sur de nombreux fronts, Il faut maintenant travailler aux convergences pour construire un véritable rapport de forces. La réforme des retraites est l'occasion de mener une bataille globale contre les effets du libéralisme : c'est une bataille qu'il faut mener dans un cadre interprofessionnel car, public comme privé, nous sommes tous et toutes lourdement impacté-es par le projet gouvernemental. Les fonctionnaires paieront un lourd tribut si la réforme se met en place, c'est vrai ; mais c'est avec les salarié-es du privé qu'il faut mener la bataille et non en opposant public et privé, ce qui serait une stratégie perdants/perdants, comme on l'a déjà vécue par le passé.

Et le second RV important pour nous, c'est celui du referendum d'Aéroports de Paris : il faut que la FSU s'engage dans la campagne, qu'elle s'adresse aux usager-es pour défendre les SP et refuser leur privatisation, qu'elle mène des actions de mobilisation au sein de collectifs larges avec les associations, les forces syndicales, politiques et celles de la société civile. Cette campagne pour le referendum est un levier qui doit nous permettre de rassembler un front d'opposition à ce pouvoir. Il faut l'envisager comme cela, et se saisir de cet enjeu pour construire le mouvement social indispensable des prochains mois.